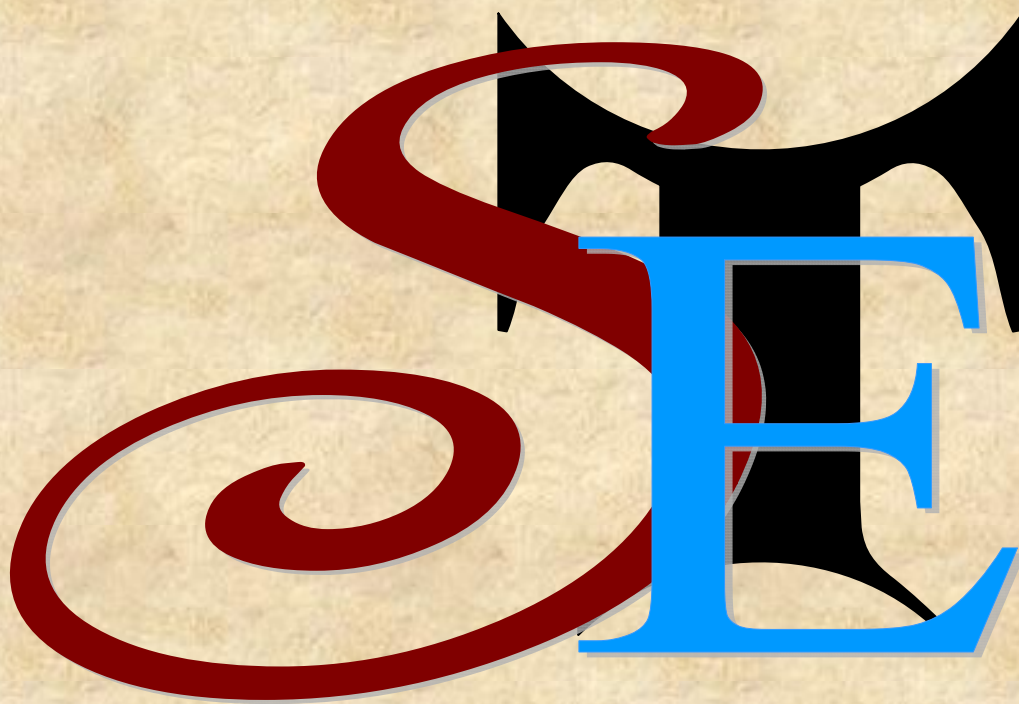




INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

**REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION**



Juin 2018 N° 9

INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET
PROFESSIONNEL

CENTRE DE RECHERCHE ET DE PRODUCTION

**REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION**

Directeur de Publication : Dr BERTE Zakaria, IPNETP

Secrétaire de Publication : Dr KONE Koko Siaka, IPNETP

Directeur Scientifique : Pr Kanvally FADIGA, ENS

Membres du comité scientifique

Pr BAHA Bi YOUZAN D. : Université de Cocody Abidjan

Pr KOUADIO Béné Marcel : Université de Cocody Abidjan

Pr SANGARE Moustapha Karam..... : INPHB, Yamoussoukro

Pr GBONGUE Jean-Baptiste : IPNETP, Abidjan

Dr BERTE Zakaria : IPNETP, Abidjan

TABLE DES MATIERES

I – Editorial	
Dr Zakaria BERTE.....	7
II - Les performances des systèmes éducatifs en Afrique de l’Ouest	
Dr TOURE Krouélé <i>Enseignant-Chercheur en Sociologie de l’Education à l’Ecole Normale Supérieure d’Abidjan</i>	9
III - Enquête d’insertion des diplômés du programme Graines d’Espérance IECD CÔTE D’IVOIRE	
Marc BOKO – Marion FOUR – Pierre LARNICOL – Moustapha ZIKE Institut Européen de Coopération et Développement – Côte d’Ivoire.....	29
IV- Les idéologies d’appartenance dans la construction sociale du monopole de l’insertion socioprofessionnelle en Côte d’Ivoire	
Félix Richard BROU, César Léonce Koffi EBEN-EZER, <i>Institut d’Ethno-Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny</i>	63
V - L’innovation technologique et dynamique du système de production agricole à Brofodoumé et Ingrakon	
Anicet Elvis Aké AHOU - <i>Enseignant chercheur - Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan-Cocody, Laboratoire de Sociologie Economique et d’Anthropologie des Appartenances Symboliques (LAASSE) Côte d’Ivoire</i>	85
VI - Gestion foncière et conflits en milieu rural ivoirien	
KOUAME Kra, KOUADIO Amani Augustin, <i>Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d’Ivoire) Laboratoire d’Etudes et de Recherches Interdisciplinaires et Sciences Sociales (LERISS)</i>	103
VII - Cybercafés et «broutage» : une approche à partir de l’exemple des «enfants-brouteurs» d’Adjouffou dans la commune de Port-Bouët à Abidjan	
OURAGA Basseri Jean-Claude, ZAMBLE Bi Zou Ambroise <i>Université Félix Houphouët-Boigny d’Abidjan</i>	123
VIII - Aspects criminogène de la musique Du couper-décaler à Abidjan Dr N’GUESSAN Kodjo Rodrigue - <i>INSAAC</i>	137
IX - Critique de la pensée religieuse de Feuerbach	
SEKA KOKO Marie-Madeleine épouse AKA - <i>Enseignant-Chercheur – INSAAC</i>	153

LES IDEOLOGIES D'APPARTENANCE DANS LA CONSTRUCTION SOCIALE DU MONOPOLE DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE EN COTE D'IVOIRE

Félix Richard BROU, brouf_richard@yahoo.fr
César Léonce Koffi EBEN-EZER, ebenezercesar@yahoo.fr
Institut d'Ethno-Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny

Résumé :

La présente étude vise à analyser les déterminants liés aux idéologies qui structurent la monopolisation des activités du marché de l'emploi en Côte d'Ivoire. A cet effet, une enquête par entretien semi-directif a été menée auprès des jeunes diplômés à la recherche d'emploi. Pour atteindre cet objectif, une approche qualitative fondée sur l'interprétation de la technique de boule de neige a permis de collecter des informations auprès de 56 individus à la recherche d'emploi sur la période allant de février 2016 à mai 2016.

Elle s'est servie de l'analyse de contenu pour exposer la construction sociale des monopoles sur le marché du travail. A cet effet, les résultats révèlent que l'influence des idéologies d'appartenance dans le fonctionnement du marché du travail comme ressource sociale dynamise le processus d'insertion professionnelle. Et les origines sociales des chercheurs d'emploi structurent leur insertion socioprofessionnelle. Aussi, les idéologies des appartenances apparaît-il comme la conséquence de formatage sur le marché de l'emploi.

Mots clés : Insertion socioprofessionnelle, idéologie, appartenance politique, monopole.

Abstract :

The present study aims to analyze the determinants linked to the ideologies that structure the monopolization of labor market activities in Côte d'Ivoire. To this end, a semi-directive interview was conducted with young graduates looking for work. To achieve this objective, a qualitative approach based on the interpretation of the snowball technique resulted in the collection of 56 individuals looking for work during the period from

February 2016 to May 2016. She used content analysis to expose the social construction of monopolies in the labor market. To this end, the results show that the influence of ideologies of belonging in the functioning of the labor market as a social resource boosts the process of professional integration. And the social origins of job seekers structure their socio-professional integration. Thus, the ideologies of belonging seem to be the consequence of formatting on the labor market.

Keywords : Socioprofessionnel integration, ideology, political affiliation, monopoly.

Introduction

Durant la décennie 1970, la Côte d'Ivoire enregistre des performances économiques reposant principalement sur le rendement du café et du cacao (I. Diarra et *al*, 2011).

Ces performances économiques ont fait de l'Etat de Côte d'Ivoire, l'acteur fondamental des destinées économique, sociale et politique du pays et partant le principal pourvoyeur d'emplois modernes (A. Aka, 2010). La mise en place de ce jeu économique a favorisé une croissance de l'ordre de 8% qualifiée de «*miracle ivoirien*», «*Japon d'Afrique*» ou de «*Suisse du continent noir*» mettant le pays dans le peloton d'avant-garde du Tiers monde (S. Amin, 1967, J-M. Chevassu, 1977, S.F. Dédy, T. Gozé 1995). Cependant, en 1980, la détérioration des termes de l'échange occasionne la chute des cours mondiaux a favorisé la chute des cours de ses principales matières premières. Ainsi, une décennie après cette période glorieuse et deux décennies après son accession à l'indépendance de 1960, la Côte d'Ivoire est victime de la récession économique qui l'a amenée à adopter des programmes d'ajustements structurels (PAS) imposés par la communauté financière internationale.

C'est donc, dans ce contexte de crise et de «déclin» de l'État-providence qu'émergent la plupart des idéologies de légitimation (...) (JLH. Lognon, 2010) en général et de crise l'emploi en particulier ; d'où l'émergence de l'individualisme dans la dynamique de structuration des idéologies d'appartenance. Cela dit, le processus d'intégration sociale

d'un individu, l'amène à développer des stratégies de construction qui passent par l'insertion socioprofessionnelle.

Perçue par ailleurs comme un élément dynamique de la société, l'idéologie permet d'agir sur la société dans la mesure où elle fournit aux individus des repères pour comprendre la situation dans laquelle ils vivent en offrant la possibilité de se mouvoir dans celle-ci et la reformer.

Ainsi, la conjugaison de ce qui précède conduit à l'apparition des formes d'appropriation du contrôle du système social et partant du système d'insertion au nom de l'appartenance à une certaine idéologie dominatrice. En d'autres termes, l'appartenance à cette idéologie politique structure les conditions d'insertion tant sociale que professionnelle.

Cela dit, l'on observe qu'en dépit de la logique qui indique que les difficultés d'insertion socioprofessionnelle sont fonction de l'inadéquation formation-emploi, certaines catégories sociales gouvernent et monopolisent le champ de l'emploi. Ce constat suppose, de prime à bord qu'il existe des groupes d'appartenance qui influent sur les destinées du marché du travail en Côte d'Ivoire. En outre, ce constat présume des barrières symboliques qui fonctionnent comme un filtre à l'entrée de l'arène professionnelle. En d'autres termes, la construction de l'insertion socioprofessionnelle dans le secteur formel est consubstantielle à l'existence de groupements idéologiques logés dans une posture de dominance sociale.

Des études ont mis en évidence des barrières culturelles à l'insertion sur le marché du travail. Ces barrières se structurent autour des déterminants sociaux comme l'origine sociale, la classe sociale, milieu d'origine, la nationalité, etc. Toutefois, certains travaux abordent très peu ou pas la question en tant que production sociale des idéologies des appartenances (RY. Gnabéli et JLH. Lognon, 2010).

Ce faisant, l'objectif de cette écriture est d'analyser les mécanismes sociaux d'appropriation et les idéologies qui le sous-tendent dans la construction de la reproduction de l'insertion socioprofessionnelle. Il s'agit donc de scruter la façon dont les idéologies d'appartenance politiques, sociales, symboliques culturelles, s'insurgent comme capital symbolique dans l'héritage des positions intergénérationnelles dans la logique d'insertion tant sociale que professionnelle. En d'autres termes, il est

nécessaire d'examiner les déterminants liés aux idéologies d'appartenance qui reproduisent et cristallisent le monopole des activités sur le marché de l'emploi.

Sur cette base, ce travail va être organisé en deux points. Le premier point traite de la construction des idéologies d'appartenance et la deuxième partie expose les idéologies des appartenances comme une ressource sociale dans la construction de l'insertion socioprofessionnelle en Côte d'Ivoire.

1. METHODOLOGIE

Cette présentation s'appuie sur les données d'une enquête menée à Abidjan en 2015 sur la «*problématique de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes diplômés des Universités publique de Côte d'Ivoire*».

Ainsi, de par l'évanescence des acteurs, l'étude se résout aux au procédés de J.C. Kaufmann (2003) de même que A. Blanchet et A. Gotman (2001, p.54) qui recommandent de diversifier autant que possible l'échantillon s'il n'est pas représentatif: «*l'important est simplement d'éviter un déséquilibre manifeste de l'échantillon et des oublis de grandes catégories*». Dans les entretiens qualitatifs, les critères de représentativité sont peu importants dans la mesure où, «*ils fixent le cadre mais n'expliquent pas, alors que l'histoire de l'individu explique*» (Kaufmann cité par Souweine, 2006). C'est à juste raison que, nous n'avons pas fixé de critère d'exclusion parmi ceux-ci.

En outre, pour l'élaboration de cet échantillon, nous avons été en accord avec J-M. Van der Maren (1995) à travers l'usage d'un échantillonnage à choix raisonné ou théorique, et l'effet boule de neige. La technique de choix raisonné s'est fondée sur le critère de responsabilité pour sélectionner les individus à enquêter.

En ce qui concerne la technique de boule de neige, nous admettons la «*méthode de proche en proche*» de A. Blanchet et A. Gotman (1992). Cela dit, un enquêté va désigner d'autres personnes possibles à interroger susceptibles d'être concernés par la recherche et établir une chaîne.

Ainsi, les entretiens ont porté sur les stratégies d'insertion socioprofessionnelle, les représentations de l'espace social de l'emploi en Côte d'Ivoire et l'expression des rapports sociaux avec les structures de promotion d'emploi. Ces entretiens réalisés à l'aide d'un guide d'entretien, ont concerné des personnes à la recherche d'emploi, en emploi et celles encore dans le circuit de la formation d'une part et des professionnels de l'emploi et de parents d'enquêtés d'autre part.

Sur cette base, nous avons pu effectuer entretiens semi-directifs d'une durée allant de 45 minutes à 1h15 minutes ont été réalisés. Les données recueillies ont été au centre d'une analyse de contenu qui a servi à appréhender les sources idéologiques vouées à l'insertion socioprofessionnelle des acteurs sociaux.

Ce faisant, les approches sociohistorique et structuro-constructivisme ont permis de saisir l'évolution de l'insertion et la symbolique que représente les groupes d'appartenance idéologique dans l'activité socioprofessionnelle et sur le marché du travail en général en Côte d'Ivoire.

Dans cette étude, un accent particulier portera sur le mécanisme de construction des idéologies d'appartenance et la manifestation de cette idéologie sur la mainmise des champs de l'emploi.

On observe que l'accession au pouvoir d'Etat qui structure d'une part l'influence du groupement d'appartenance sur les flux d'opportunités; d'autre part le monopole accordé à des groupes (ethniques, de familles, politiques, culturels, économiques, sociaux) de maintenir une position sociale privilégiée dans une perspective d'intégration ou réintégration sociale et d'une logique de réussite sociale.

2. Résultats

2.1. CONSTRUCTION DES IDEOLOGIES D'APPARTENANCE EN COTE D'IVOIRE

Dans le Tiers monde et particulièrement dans les pays dits «du sud» comme le continent africain, frappés par le niveau grandissant de pauvreté, la réussite sociale passe, très souvent, par l'occupation d'un poste dans la hiérarchie de la sphère sociopolitique. A cet effet, dans notre étude, il a été perçu l'influence des idéologies d'appartenance dans le fonctionnement du

marché du travail comme ressource sociale dynamisant le processus d'insertion professionnelle.

En Côte d'Ivoire, le mode de construction des idéologies d'appartenance a évolué et varie avec l'histoire du pays. Les différentes formations politiques «formelles» qui se sont succédées à la tête du pays depuis son accession à l'indépendance, des formes d'agencement se structurent autour et à l'intérieur du régime qui laissent transparaître des attitudes hégémoniques et privilégiées au sein des populations.

Ainsi, durant les premières décennies qui ont suivi l'indépendance dites période de parti unique, le seul PDCI¹ a gouverné le pays dans une atmosphère prolifique (miracle ivoirien). Une période faste au cours de laquelle, un espace de démonstration du train de vie luxueux des «grands types», presque tous des membres de la classe politique introduits dans le monde des affaires, qui bénéficiaient incontestablement des largesses du milieu politique ou des «en haut d'en haut», comme il est coutume de les nommer dans le langage populaire (F. Akindès, 2000) et un environnement de crise sociale lié à la récession économique.

En effet, les discours des autorités politiques ont attribué à l'université, le monopole de la production d'une élite intellectuelle appelée à occuper les postes de responsabilité. De ce fait la possession du capital scolaire fût très tôt associée à l'acquisition de position dans le champ du pouvoir et les diplômés furent, effectivement, largement intégrés aux circuits d'accumulation des différentes espèces de capital (économique, politique, culturel et symbolique). Et donc, nombreux sont les universitaires (et même des enseignants du primaire et du secondaire) qui furent cooptés dans les instances dirigeantes du parti et se virent confier des portefeuilles ministériels, des postes de responsabilité dans la Fonction publique (conseillers, directeurs de services administratifs) (L. Proteau, 1998).

¹ Parti Démocratique de Côte d'Ivoire qui a dirigé le pays de la période de l'indépendance (1960) jusqu'à 1995.

Cependant, cette posture de l'Etat connaît à la fin des années 1970 une crise à trois dimensions :

- la récession économique qui s'étend sur la décennie 80 qui met un terme au miracle ivoirien. L'État ne parvient pas à résoudre les problèmes socio-économiques comme il semblait y parvenir auparavant. Le flux de chômeurs s'amplifie, la mobilité sociale s'abrège. La gouvernance à caractère opaque suscite des questions en ce qui concerne l'utilisation de la solidarité nationale. L'État-providence est donc dans ces conditions devant la question de sa limite sociale.
- une crise sociale résulte de la conjonction entre la récession économique qui conduit à la réduction des emplois sur le marché du travail, autant public que privé, la fermeture des fractions de la classe dominante, qui se reproduisent de plus en plus par la seule vertu de l'héritage (légitimé par l'acquisition de capital scolaire, le plus souvent acquis à l'étranger), et l'accroissement de la population étudiante modifiant les conditions d'accès aux positions socialement valorisées auxquelles les détenteurs de capital scolaire pouvaient prétendre dans l'état antérieur des rapports entre les titres et les postes.

De ces crises qui frappent de plein fouet le pays, naît une instabilité des institutions de l'Etat. L'on assiste donc à l'effritement des solidarités traditionnelles au point que la vie se réduit au seul fait de la politique. Par ailleurs, les différents changements de régime politique et de gouvernement structurent et cristallisent les groupes d'appartenance idéologiquement constitués.

2.2. L'IDEOLOGIE DES APPARTENANCES COMME UNE RESSOURCE SOCIALE DANS LA CONSTRUCTION DE L'INSERTION SOCIOPROFES- SIONNELLE

2.2.1. Les appartenances politiques

Le groupe d'appartenance des parents ou des ascendants apparaît comme un moyen de consolidation des rapports avec ledit groupe. En effet, militer dans ces groupements politiques favorise l'accès à une certaine

ressource sociale, pouvant contribuer à la construction d'une position sociale favorable en vue de l'acquisition de diverses formes de capitaux lorsque ce groupement se trouve être en pôle position dans la gestion des affaires de l'Etat.

Cela dit, l'idéologie est un moyen permettant de bénéficier de certains privilèges, notamment la construction de soi.

Ce faisant, dans les pays en voie de développement comme la Côte d'Ivoire où la réussite de l'ascension sociale et professionnelle a généralement emprunté la route de l'appartenance à des idéologies (politique, ethnique, religieux, etc.) à travers les postes occupés dans la hiérarchie sociale du groupement politique qui est aux affaires de l'Etat. Cet état de fait suscite très souvent des manœuvres moins orthodoxes dans la frénésie d'accession au pouvoir politique.

Ainsi, la manifestation de l'appartenance politique en tant que mécanisme de monopolisation de la superstructure de l'insertion socioprofessionnelle se structure autour du contrôle social. Exercé principalement sur des instances spécialisées, ce contrôle favorise la domination quasi exclusive voire abusive de la sphère sociale. Par voie de conséquence ladite domination émette les interactions dans le champ de l'emploi dans la dynamique de l'insertion socioprofessionnelle où seuls les groupes affiliés et rattachés au pouvoir d'Etat émergent; c'est ce qu'on pourrait désigner de «*bloc au pouvoir*» (J. Houard et M. Jacquemain, 2005).

Cet état de chose se reproduit à mesure que les différents régimes se succèdent à la tête du pays.

Des sortes de concepts tels que «*grilleurs d'arachide*²» une parabole africaine qui ne prend son sens que rapporté à une certaine représentation des attributs du pouvoir politique en Afrique en général et en Côte d'Ivoire en particulier. Ce que note C. Miras (1982) à travers le fait que durant les décennies 70-80 une classe administrative de haut niveau, aux postes de

² Félix Houphouët Boigny, Président de la Côte d'Ivoire moderne de 1960 à 1993.

directions, de décision et d'ordonnancement, a prospéré par des formes et des moyens de ponction «plus parallèles que clandestines».

«*Je ne serai plus jamais pauvre de ma vie*³», déclarait l'Ex-Ministre de l'Education Nationale et de la formation de base et par la suite de la Défense dans les gouvernements de 2000 à 2011. Qui fait montre ici des ressources cumulées durant son passage dans les gouvernements auxquels il a siégés.

Aujourd'hui, avec la promotion ou l'insertion quasi exclusive des Ivoiriens originaires du nord du pays aux fonctions dans l'administration ivoirienne et dans la chaîne de commandement dans les institutions civiles, militaires et de sécurité a été justifiée par le chef de l'État ivoirien comme une mesure de justice sociale qu'il a lui-même qualifiée de "*simple rattrapage*"; d'où cette assertion du Président de la République «*Il s'agit d'un simple rattrapage. Sous Laurent Gbagbo la communauté du Nord, soit 40 % de la population, était exclue des postes de responsabilité*⁴». En effet, depuis le système du parti unique qui a vu le concept des «*grilleurs d'arachide*⁵» en passant par «*les nouveaux riches*» jusqu'à l'avènement du «*rattrapage*», naissent à chaque régime, des groupes d'individus qui se construisent une hégémonie dans la société ivoirienne sur la base de logique mercantile.

Cette hégémonie se cristallise et se pérennise au fil des années et permet à ces groupes d'influer sur les activités économiques du pays. On parle ainsi de ceux qu'on désigne dans l'arène politique ivoirienne les «*dinosaures*» qui sont les produits du système du parti unique.

Aux récentes crises qu'a connues la Côte d'Ivoire dans ce 21^e siècle, se sont structurés et consolidés des groupes ou des individus du fait de leur militantisme ou leur appartenance à un groupement politique consubstantiel à la formation politique aux affaires. Selon AMR, diplômé d'une Maîtrise en criminologie depuis 2005 au chômage :

³ Amani N'guessan Michel, Ministre de la République de Côte d'Ivoire entre décembre 1999 et avril 2011.

⁴ In l'hebdomadaire français'' L'Express'', janvier 25 Janvier 2012

⁵ Félix Houphouët Boigny, Président de la Côte d'Ivoire moderne de 1960 à 1993.

«Quand les événements ont commencé (la crise post-électorale) on a dit au vieux (parlant de son père) de se rallier, il ne nous a pas écouté et maintenant c'est devenu compliqué pour tout le monde; on ne sait plus où mettre la tête pour ne serait-ce que trouver une petite activité ; il aurait pu conserver son poste s'il s'était mis du côté des dirigeants actuels».

Ce discours rend compte de l'influence de la politique des appartenances politiques sur la société ivoirienne en général.

C'est cette dominance politique qui s'étend sur l'ensemble de l'activité sociale en Côte d'Ivoire, comme l'économique.

2.2.2. Les appartenances économiques

L'animation de la vie politique fait une translation dans le monde économique. En effet, le colbertisme dont font preuve les acteurs politiques a pour finalité la gouvernance économique.

Ainsi, les «anciens» comme les «nouveaux» riches deviennent des détenteurs de divers moyens de production pour leur passage dans la sphère dirigeante. Ce qui leur permet d'avoir un contrôle quasi-total sur les principaux leviers économiques du pays.

La place économique de ces agents sociaux a un rôle capital qui peut leur permettre d'être déterminés et identifiés dans la société ivoirienne.

Cela dit, la propriété économique acquise: entendons par là le contrôle économique réel des facteurs de production, c'est-à-dire le pouvoir d'affecter les éléments de production comme l'entreprise en général et l'insertion socioprofessionnelle en particulier.

Leur hégémonie, donc, s'étend dans le domaine économique par la création et l'implantation d'entreprises familiales et de nouveaux gisements d'emplois permettant de juguler le chômage dans leur environnement social et favoriser de facto l'insertion socioprofessionnelle de leur parentèle d'une

part et l'ensemble des membres et alliés d'autre part. Comme le raconte BKH en quête d'emploi :

«Diplômé des Lettres Modernes à l'Université FHB et cadre au PAA⁶, tout simplement parce qu'il est le petit ami de la nièce du Directeur Général».

Pour renchérir, l'indexé G.J⁷ exerçant dans la zone portuaire (PAA) affirme ceci :

«Je n'ai pas eu besoin de formation additionnelle pour avoir mon emploi de cadre au Port Autonome d'Abidjan avec mon diplôme de Maîtrise en Lettres modernes...».

Ainsi donc pour BKH encore,

Par exemple si le parent est directeur dans une grosse boîte ou dans une structure étatique. Aujourd'hui, c'est comme ça que les gens se rendent les services. Si son enfant veut faire un stage quelque part il transfère ses papiers lui-même ou il recommande. Aussi, le parent peut ne pas mettre de l'argent ; mais s'il a des contacts qui pourraient faciliter l'accès à son enfant.

Ce qui justifie cette approche de L. Althusser cité par A. M. Gingras (1999) qui relate comment l'appareil idéologique d'État peut être aux mains par des groupes capitalistes et dominé par ceux-ci en transmettant leur idéologie. La domination dans le système capitaliste s'instaure autant par la persuasion que par la coercition ; il y a une discipline, une logique, une culture et des contraintes que les individus sont appelés à trouver normales. Ainsi, les appareils idéologiques d'État n'appartiennent pas forcément au domaine public; ils peuvent être privés, mais on les appelle ainsi parce qu'ils fonctionnent comme s'ils étaient sous la gouverne directe de l'État, en transmettant l'idéologie de la classe qui s'incarne dans l'État». (Gingras, 2006, pp. 48-49). Ce qui leur confère par voie de conséquence un caractère d' «indéboullonnage» dans la société ivoirienne.

⁶ Port Autonome d'Abidjan

⁷ Deux mois après sa formation

2.2.3. *Les appartenances sociales*

Les acquis économiques réalisés confèrent à ces groupes une reconnaissance sociale. Ce qui leur permet d'accéder à une position dans la hiérarchie sociale et partant la construction d'une identité sociale amenée à influencer sur le monde social ivoirien. Cela amène ces groupes à se doter d'un capital social considérable via des réseaux de relations qui favorisent la diversité d'opportunités dans le processus d'insertion socioprofessionnelle.

Ainsi, la société ivoirienne est organisée selon un mode hiérarchique composé de groupes dominants dont leur existence est consubstantielle à plusieurs groupes dominés. Ainsi, ces groupes peuvent s'appuyer sur des réseaux qu'elles ont construits pour aider leurs familles. Ce qui met en exergue la matérialisation de la théorie de la dominance sociale qui crée une supériorité de certains groupes d'individus sur d'autres en vue de la légitimation des disparités sociales.

Selon KIP ⁸

«Lorsque je suis arrivée de Londres par les contacts de mon père, je suis entrée dans une banque de la place».

Les groupes établis et situés dans la hiérarchie sociale se construisent et se maintiennent, désignés de «bloc au pouvoir» sont animés par une certaine volonté de reproduction sociale. Cette dominance dans le champ social fait ainsi, ressortir dans toute la société l'influence et le contrôle réel des différentes fractions sociales et partant une mainmise sur les institutions et structures sociales.

Cette position sociale acquise milite dans la mise en place de réseaux reposant sur la transmission de l'information, la réduction de l'opportunisme et la coopération (Callois, 2004) du fait que les acteurs sociaux éprouvent un sentiment d'appartenance fondé sur la confiance et la loyauté, et les relations d'entraide.

⁸ Fille d'un homme d'Etat ivoirien qui s'est mariée avec le neveu d'un autre homme d'Etat après des retrouvailles à Londres.

La composition et la diversité de la composition du réseau, l'analyse laisse supposer que les réseaux offrent les liens les plus importants pour favoriser à l'insertion sur le marché du travail. Cette appartenance à ces réseaux favorise l'émergence d'une pluralité de liens faibles que Granovetter (1973) considère comme étant le moyen par lequel les informations sont reçues. En effet, les individus originaires des milieux favorisés ont des prédispositions à mobiliser des réseaux denses (force des liens faibles) tandis que ceux des origines défavorisées utilisent les relations de famille (force des liens forts) pour trouver un emploi.

L'accès au travail et au profil socioéconomique poursuivi par l'individu est déterminé par son capital social. Lequel se développe à travers les réseaux sociaux selon la place occupée par le candidat dans la hiérarchie sociale.

2.2.4. Les appartenances culturelles

La culture et les croyances constituent des formes privilégiées de la socialisation et de l'identification des individus. L'appartenance culturelle ou politique permet l'articulation des fonctions psychologiques individuelles et des récits mythiques.

Au cœur de la conception bourdieusienne, les appartenances à idéologie culturelle au regard de la notoriété dont elles bénéficient, cumulent désormais une somme de connaissances mais aussi d'un ensemble de savoir-être, savoir-faire et savoir-dire, de valeurs et de goûts intériorisés de manière inconsciente par ces groupes référence faite au concept d'habitus. Ce qui leur donne d'avoir des enfants inscrits dans les écoles internationales (françaises ou américaines) au niveau des primaires, secondaires et pour le compte du supérieur dans les universités privées sises en Côte d'Ivoire, voire les établissements prestigieux à l'étranger.

Ce faisant, le manque d'emploi sur le marché du travail dans les secteurs publics et privés, la résiliation des actions de ces groupes devenus des favorisés, se reproduisent davantage par le seul mérite de l'héritage justifié par l'acquisition de capital scolaire.

Ce type d'argumentaire, relève l'ensemble des facteurs qui invitent à prendre conscience d'un mouvement de reproduction sociale entre les générations, soit au niveau de la transmission du patrimoine, de la reproduction des pratiques culturelles ou scolaires face aux usages sociaux du temps.

Ce qui contribue à la construction des identités par la négociation et par la promotion des potentialités de chacun des membres des familles de ces groupes d'appartenance qui s'élabore dans des interactions entre les individus, les groupes et leurs idéologies. Ces identités se construisent et s'actualisent sans cesse dans une dynamique de la conquête d'emploi décent. Comme le souligne, souligne E. M'bokolo (2012), «*chaque individu développe ainsi une pluralité d'appartenances qu'il active en fonction de la situation*».

Le capital culturel apposé apparaît donc déterminant pour appréhender l'appartenance symbolique des groupes.

Par ailleurs, selon un chef d'entreprise «*La plupart des jeunes n'ont pas de connaissance approfondie du domaine où ils veulent s'engager. Ils ne savent visiblement pas ce qu'ils veulent*». Alors les connaissances culturelles apparaissent dans ce cas comme des ressources pouvant contribuer à l'accès au marché du travail.

Ce faisant, compétences culturelles ont été construites pour rendre compte de l'inégalité des performances scolaires, en mettant d'emblée l'accent sur l'inégale distribution entre les classes des instruments nécessaires à l'appropriation des biens culturels.

2.2.5. *Les appartenances symboliques*

Le cumul de capitaux (politique, social, culturel...) leur permet de se représenter dans la sphère sociale ivoirienne soit par la symbolique du nom ou à travers une représentation structurelle. Les grandes familles dotées de diverses ressources contribuent à reproduire la hiérarchie sociale.

Ces personnes cooptées sont pour certains malgré les différents changements qui se sont opérés au sommet de l'Etat, aujourd'hui encore dans le «cercle très fermé» du pouvoir et pour d'autres, appartiennent désormais aux «Grandes familles sociales ou politiques⁹» du pays.

Ainsi, selon K.G, un sans emploi diplômé d'une formation d'ingénieur et d'une licence de gestion à l'Université¹⁰, fait remarquer ce qui suit :

«Avec tout ce qui se passe au niveau de l'emploi et autres, aujourd'hui, je me demande souvent, comment nous autres nos parents ont fait pour ne pas appartenir au groupe des Boigny. Voyez-vous tous ceux qui ont côtoyé le cercle de Houphouët-Boigny, ici, en Côte d'Ivoire n'éprouvent pas trop de difficultés pour leurs descendances en matière d'emploi. Malgré, les différents régimes successifs, ces familles-là ont toujours tenu la dragée haute en matière d'emploi pour leurs membres» (FR. Brou, 2015 ; 287).

Le fait de faire partie du cercle du premier Président de la Côte d'Ivoire était une assurance pour la postérité.

Ici, le nom des Boigny apparaît un symbole dans la sphère sociale ivoirienne. En effet, c'est le nom qui reflète le sens de la haute bourgeoisie ivoirienne qui incarne à la fois les pouvoirs (politique, économique, social, culture) et la dominance. Manifestement c'est cette posture des Boigny et d'autres «grandes familles» sous-tendent l'amertume, l'impuissance et l'incapacité des parents socialement défavorisés, à faire face aux défis de l'insertion socioprofessionnelle) de leurs enfants qui traduit la violence symbolique à laquelle subit K.G.

Ce faisant, ces fonctionnaires, individus, voire ces familles qui étaient cooptés, sous le système du parti unique, assurent le renouvellement

⁹Ceux que l'on symbolise de «dinosaures» (barons au Gabon) en langage populaire ivoirien au regard de leur longévité et de leur rapport au pouvoir d'Etat.

¹⁰ KG est un enquêté de cette étude.

de la génération par des capitaux de type symbolique, économique, social, politique, etc.

La manifestation de cette dynamique est traduite par l'envoi à l'étranger des enfants pour une formation complémentaire pour le développement des capacités de ceux-ci. Ainsi, l'insertion qu'elle soit sociale ou professionnelle de leurs descendances est reproduite. Aujourd'hui, les «grilleurs», les «refondateurs» et autres «agents du rattrapage» sont soutenus, guidés, protégés. Beaucoup sont morts sans avoir en ce qui concerne les grilleurs sans jamais cracher leurs arachides pleines la bouche ou alors ont-ils ou encore les crache dans la bouche de leurs descendants.

Le symbole de la relation entre l'acte de griller et la bouche qui goûte tient dans le privilège du grilleur d'appartenir au cercle restreint de la clientèle politique, bénéficiaire de la répartition inégale mais socialement légitime de l'arachide du fait de son positionnement (JB. Ouédraogo, E. Sall, 2008).

L'évocation de la bouche renvoie ici à la logique de manducation fortement représentée dans la représentation sociale l'exercice du pouvoir politique en Afrique. En réalité, c'est une forme de légitimation de la prévarication avec une spécificité en Côte d'Ivoire : il s'agissait de Félix Houphouët-Boigny de créer par ce biais la bourgeoisie d'Etat. Cette frange sociale a effectivement émergé dans le sillage de l'Etat-patron au tournant des années 70 (Ouédraogo, Sall, op.cit).

Cela dit, de plus en plus ce sont les familles qui sont mises en lumière dans les négociations tant sociales que professionnelles. Les noms des familles se construisant et s'actualisant sans cesse finissent par s'intérioriser dans la psychologie des individus au point d'en apercevoir comme des identités structurant la vie sociale. En effet, dans l'arène de l'emploi en Côte d'Ivoire, des noms dits des «grandes familles» sont identifiés et perçus comme des symboles de réussite économique et sociale. Autrement dit, dans la compétition sociale sur le marché de l'emploi, certaines identités, certains noms sonnent comme des variables liées à l'emploi (P. Bourdieu, 1987).

Ainsi, donc chez des employeurs, avoir ces noms dans leur effectif apparaît comme une ressource. D'où le principe de «il vaut mieux l'avoir avec nous que d'être contre nous» qui se cristallise autour «*on ne prête qu'à ceux qui en ont*». Perçu comme une valeur ajoutée, «*ce nom peut influencer sur des négociations éventuelles de contrats*» selon un recruteur mandaté pour le recrutement des candidats par une entreprise.

Cela dit, cette situation révèle des effets de violence symbolique qui transfigurent les relations de domination et de soumission en relations affectives à la limite.

3. DISCUSSIONS DES RESULTATS

3.1. L'APPROCHE PAR L'IDEOLOGIE

Selon A. M. Gingras (1999), les appareils idéologiques d'État n'appartiennent pas forcément au domaine public ; ils peuvent être privés, mais on les appelle ainsi parce qu'ils fonctionnent comme s'ils étaient sous la gouverne directe de l'État, en transmettant l'idéologie de la classe qui s'incarne dans l'État».

Dans son approche sur les questions idéologiques, K. Loewenstein (1953) estime que la plupart des idéologies historiquement essentielles sont engendrées et orientées par des classes qu'il agisse comme des prêtres, des militaires, des propriétaires féodaux des corporations de marchands et artisans de la bourgeoisie industrielle ou commerçante de la «classe oisive» du prolétariat des «managers» ou autres groupes sociaux importants.

Ainsi, cette approche proposée légitime le maintien des idéologies comme une manne de domination sociale.

Les idéologies économiques ont renforcé le règne des classes possédantes propriétaires fonciers ou capitalistes financiers ou celui des pauvres prolétariats. Les idéologies qui font appel à l'élite ont été invoquées pour appuyer le pouvoir une minorité qui se réclamait d'une mission particulière.

De ces deux auteurs (A.M. Gingras et K. Loewenstein), nous pouvons dire que notre étude a du soutien. En effet, les résultats de cette recherche ont montré qu'en Côte d'Ivoire, les groupes idéologiquement constitués structurent les différents paliers de la vie sociale.

De plus, selon J. Sidanius et F. Pratto (1999) «chaque société développe des idéologies ou mythes légitimateurs qui accentuent ou au contraire atténuent la hiérarchie sociale». Par mythes légitimateurs, les auteurs se réfèrent aux attitudes, croyances et valeurs qui justifient intellectuellement et moralement la hiérarchie sociale. Il existe selon cette théorie, deux types d'idéologies, celles qui maintiennent ou augmentent la hiérarchie sociale ; ce sont les croyances (sexisme, conservatisme politique, préjugés...) et celles qui l'atténuent ; ce sont les croyances (féminisme, socialisme, multiculturalisme...).

1.2. L'APPROCHE PAR L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Pour C. Dubar (2001), dire que l'insertion professionnelle est socialement construite, c'est dire plusieurs choses en même temps: qu'elle est historiquement inscrite dans une conjoncture (économique et politique) ; qu'elle est dépendante d'une architecture institutionnelle qui traduit des relations spécifiques (à un espace sociétal) entre éducation, travail et rémunération ; qu'elle est dépendante des stratégies d'acteurs y compris de celles des personnes concernées; que ces dernières sont elles-mêmes liées à des trajectoires biographiques et notamment à des inégalités sociales de réussite scolaire.

Dans cette perspective, l'accès à l'emploi ne peut, en aucun cas, être réduit à des mécanismes économiques d'allocation de ressources sur un marché "pur et parfait".

Ainsi, Dubar fait un dépassement suivant nos résultats en expliquant que les acteurs sociaux concrets déploient des stratégies qui renvoient à des intérêts mais aussi à des valeurs, à des objectifs économiques mais aussi à des affinités "culturelles", à des ressources stratégiques mais aussi à des parcours biographiques.

G. Férouzis et N. Sembel (1997), C. Trottier (1998) par contre montrent que dans le processus d'insertion, la trajectoire scolaire et l'itinéraire d'insertion ne sont pas déterminés par des facteurs tels l'origine sociale, le sexe, le niveau ou le type de scolarité qui les expliqueraient à eux seuls. Pour interpréter ces cheminements et ces trajectoires, on essaie d'intégrer dans l'explication la logique des acteurs qui disposent d'une marge de manœuvre dans la construction de leur itinéraire.

Tout comme Dubar (1998), Martineau (2008) affirme qu'il existe une identité professionnelle dont son processus de construction repose à la fois sur l'intégration formelle à un groupe et sur les interactions (la sociabilité) avec les autres acteurs impliqués dans le même contexte de travail. Ce qui montre que cette identité est moins transmise que construite à travers les expériences et les stratégies identitaires de l'acteur, et ce, même si cette construction se fait en partie sur la base des catégories sociales, des positions héritées.

Toute fois notre analyse apporte un plus car elle met en évidence les enjeux liés à l'identité en tant que ressources sociales de valorisation dans le champ professionnelle en général.

Conclusion

Parti d'une approche qualitative, il ressort au terme de cette analyse que l'insertion n'est pas seulement un processus socialement construit, mais prend en compte les appartenances idéologiquement constituées. Ainsi, le champ de l'insertion est structuré par des constructions politique, économique, sociale, culturelle et symbolique qui se mettent au-dessus de l'Etat à travers des périodes de temps ou à travers le temps.

Ainsi, les idéologies d'appartenance politique et économique se sont érigées en des identités sociales, culturelles et symboliques dans la structuration de la vie sociale et partant le monde du travail.

Sous ce rapport, loin d'être impartial, l'Etat s'est vu être au service de la classe économiquement dominante qui devient grâce à lui politiquement dominante et inversement.

En somme, les idéologies des appartenances dans l'univers de l'emploi se révèlent être des facteurs de construction et de structuration d'un mouvement de reproduction sociale intergénérationnelle que ce soit au niveau de la transmission du patrimoine, de la reproduction des pratiques culturelles ou scolaires, jusqu'aux inégalités face aux usages sociaux du temps.

Toutefois expérience historique tend à montrer que ce sont en général des intérêts spéciaux de groupe ou de classe qui conditionnent les valeurs sociales et par là les idéologies qui les reflètent.

Ainsi donc, il n'y a pas de construction socioprofessionnelle unique mais des constructions, fonction de groupes d'appartenance.

Références bibliographiques

- AKA Aka, 2010, Comment le monde moderne contribue-t-il à l'insertion des jeunes, In KOFFI. Kouadio Lucien, (Ed.), *Problématique de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire, Actes du colloque, Abidjan: Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP)*, pp. 61-74.
- AKINDES Francis, 2004, Racines des crises sociopolitiques en Côte d'Ivoire et sens de l'histoire, 27 p.
- AKINDES Francis, 2000, Inégalités sociales et régulation politique en Côte d'Ivoire, La paupérisation en Côte d'Ivoire est-elle réversible? Côte d'Ivoire, La tentation ethno nationaliste, Politique africaine n° 78 - juin, Université de Bouaké, 16 p.
- AMIN Samir, 1967, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Collection Grands documents, 338 p.
- BLANCHET Alain, GOTMAN Anne, 1992, *L'enquête et ses méthodes : L'entretien*, Paris, Ed. Nathan, 126 p.
- BOURDIEU Pierre, (1987), Espace social et pouvoir symbolique ", *Choses dites*, Paris, Minuit, 228 p.
- BROU Félix Richard, 2015, Problématique de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes diplômés des universités publiques de Cote d'Ivoire : étude cas l'Université Félix Houphouët-Boigny, In Thèse de Sociologie Option : Sociologie de l'économie et de l'emploi, université Félix Houphouët-Boigny, Institut d'Ethnosociologie.

- CHEVASSU Jean-Marie, 1977, Le modèle ivoirien et les obstacles à l'émergence de la petite et moyenne industrie (PMI), *Côte d'Ivoire, Orstom, Petit Bassam*, 27 p.
- CALLOIS Jean Marc, 2004, Capital social et développement économique local, Armand Colin. Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°4, 148 p.
- DEDY Seri Faustin, TAPE Gozé, 1995, Famille et éducation en Côte d'Ivoire: une approche socio-anthropologique, Abidjan, Edition des lagunes, 147 p.
- DIARRA Ibrahim, KOUADIO Koffi Eric, MAIGA Yaya Ouattara Mariam, BERTE Zakaria, 2011, Les politiques de l'enseignement supérieur et leurs implications sur le développement économique et social de la Côte d'Ivoire, *Afr educ dev issues. EDUCI/ROCARE, ISSN N° 2079-651X. N°3*, pp.104-125.
- DUBAR Claude, 2001, La construction sociale de l'insertion professionnelle, Paris. Laboratoire PRINTEMPS, Professions, Institutions, Temporalités, CNRS. Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines. *Education et Sociétés*, n°7, pp. 23-36.
- DUBAR Claude, 1998, *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Edition Armand Colin, 2ème édition revue, 3ème tirage, 278 p.
- FELOUZIZ Georges, SEMBEL Nicolas, 1997, La construction des projets à l'université, Formation -Emploi no. 58, pp. 45-60.
- GINGRAS Anne Marie, 1999, *Médias et démocratie. Le grand malentendu*, Québec, Presses de l'Université du Québec Sainte-Foy 248 p.
- GNABELI Roch Yao, LOGNON Jean-Louis Hyppolite, 2010, Construction sociale des monopoles dans l'économie informelle abidjanaise, Département de Sociologie. Année Université de Cocody-Abidjan. Les Editions du CENAREST, Itineris Plus, Vol 8. N°8. 15 p.
- HOUARD Jean JACQUEMAIN Marc, 2005, Capital social et dynamique régionale, De Boeck (23 décembre), Broché: 251 p.
- KAUFMANN Jean Claude, 2003, *L'entretien compréhensif*, 2e éd. Nathan université Ed., 127 pages.
- LOEWENSTEIN Karl, 1953, Les systèmes, Les idéologies, Les institutions politiques et le problème de leur diffusion, In: Revue française de science politique, 3e année, n°4. pp. 677-698.

- LOGNON Jean-Louis Hyppolite, 2010, Idéologies et pratiques d'appui du secteur informel en Côte d'Ivoire, Thèse de Doctorat de Sociologie, Abidjan, Institut d'Ethnosociologie, Université de Cocody.
- MARTINEAU Stéphane, 2008, Chronique sur l'insertion professionnelle en enseignement, L'identité professionnelle et l'insertion professionnelle : essai de problématique, Université du Québec à Trois-Rivières, Formation et Profession, Mai.
- MIRAS Claude 1982, L'entrepreneuriat ivoirien ou une bourgeoisie privée de son état, In FAURE Yves-André, MEDARD Jean François, Eds. Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire, pp.181-229.
- MIZEKA Alfred Mbuyi, 2012, In M'BOKOLO Elikia, Le Noir africain contemporain à la recherche de son identité? Editions Publibook Mai 190 p.
- OUEDRAOGO Jean Bernard, SALL Ebrima, 2008, Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire, African Books Collective, Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, Codesria, 217 p.
- PROTEAU Laurence, 1998, La "reproduction en question", école, université et mouvements sociaux en Côte D'Ivoire, CURSEP (amiens) / CSEC (EHES - paris) CURAPP - questions sensibles, Université de Picardie Jules Verne, PUF, 17 p.
- ROSANVALLON Pierre, 1981, La Crise de l'Etat-providence, Paris, Seuil, 194 p.
- SIDANIUS Jim, PRATTO Felicia, 1999, Social dominance : An intergroup theory of social hierarchy and oppression, New York : Cambridge University Press.
- TROTTIER Claude, LAFORCE Louise, CLOUTIER René, 1998, Les représentations de l'insertion professionnelle chez les diplômés de l'université, In CHARLOT Bernard, GLASMAN Dominique, (dir.), Les jeunes, l'insertion, l'emploi, Paris, PUF, p309-341.
- VAN DER MAREN Jean Marie, 1995, *Méthodes de recherche pour l'éducation*, Bruxelles : De Boeck, (Pédagogies en développement), 505 p.

Achévé d'imprimer
sur les presses de l'IPNETP

Juin 2018

ISBN : 2-909426-42-4

EAN : 9782909426471

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION

SOUSSION D'ARTICLES : info@ipnetp.ci